

Prix du meilleur livre d'économie francophone

Le Forum Francophone des Affaires et l'équipe du Prix Turgot du livre d'économie se sont associés pour décerner le Prix Turgot du livre d'économie - mention Francophonie.

Pour la première fois, un ouvrage traitant d'une question économique relative aux pays francophones a été distingué.

La sélection a retenu comme finalistes pour cette première édition les ouvrages suivants : Pierre Lemieux (Québec) «*Comprendre l'Economie*» éditions Les Belles Lettres, Myriam Catusse (Maroc) «*Le temps des entrepreneurs*», éditions Maisonneuve et Larose, Fulbert Biyouidi-Mampouya «*Penser l'Afrique au XXI^e siècle*», éditions L'Harmattan.

Le jury, composé de personnalités du monde économique francophone, présidé par Madame Edith Cresson, ancien Premier ministre et Commissaire européen, a primé l'ouvrage de Pierre Lemieux, en attribuant une mention spéciale aux deux autres livres, de grande qualité.

La cérémonie de remise du Prix FFA-Turgot du livre d'économie francophone s'est déroulée le jeudi 5 mars 2009 au Sénat, Palais du Luxembourg, en présence d'une très nombreuse assistance, de la presse économique et financière et de plusieurs auteurs d'essais économiques.



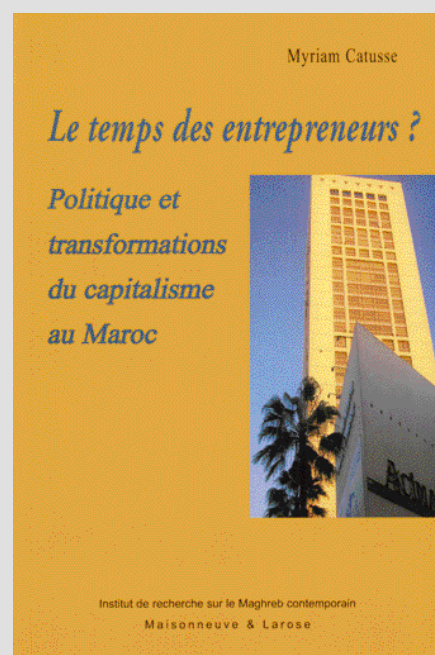
Le temps des entrepreneurs ?

Politique et transformations du capitalisme au Maroc

par Myriam Catusse

Institut de recherche sur le Maghreb contemporain - Maisonneuve & Larose

Le Maroc est au diapason de l'agenda néolibéral international. Les trajectoires politico-économiques du Royaume sont à bien des égards exemplaires. Caisse de résonance, parfois laboratoire de cette «religion moderne», la société marocaine en vit les espérances et les déceptions. Elle en connaît certaines fortunes, effets pervers ou contrecoups. Le «développement» du pays paraît sans cesse



L'Institut National de la Propriété Industrielle au service de la compétitivité des entreprises

Dans un contexte de mondialisation et de concurrence accrue, l'innovation et sa protection par la propriété industrielle sont devenues pour les entreprises un élément-clé de leur stratégie de développement. Avec la crise économique en toile de fond, elles constituent désormais un enjeu vital.

Directeur général de l'Institut national de la propriété industrielle depuis mai 2004, ancien directeur adjoint de cabinet de Nicole Fontaine à l'Industrie et président du conseil d'administration de l'Organisation Européenne des Brevets (OEB), Benoît Battistelli poursuit son engagement en faveur de la compétitivité des entreprises françaises et européennes.

En signant un nouveau contrat d'objectifs entre l'INPI et l'Etat pour la période 2009-2012, il érige comme priorités l'action auprès des PME et des chercheurs ainsi que la lutte anti-contrefaçon. Avec la mise en place d'un brevet communautaire et d'une juridiction unique pour les brevets en Europe, il entend créer, aux niveaux français et européens, les conditions favorables à la croissance par l'innovation. ■



Benoît Battistelli, Directeur Général de l'INPI, a accueilli les entreprises du GIMAC et du Forum Francophone des Affaires.

Avec ses équipes, il a exposé les enjeux de la propriété industrielle et présenté l'ensemble du dispositif de l'INPI, au plan national, pour aider les entreprises à concevoir et mettre en œuvre une stratégie de protection, appuyée en particulier par le dépôt de marques et de brevets.

L'action internationale a été particulièrement mise en exergue. Benoît Battistelli a fait le point sur le brevet communautaire. Les risques que constitue la contrefaçon ont été évoqués.

La protection industrielle - plus largement la protection intellectuelle - doit être connue des entreprises qui peuvent prendre toutes dispositions pour protéger leurs biens que sont notamment les marques et les brevets. ■



Benoît Battistelli, Directeur Général de l'INPI

en sursis : il est l'objet d'attentions renouvelées, d'expériences locales ou internationales variées, mais aussi de résultats souvent frustrants, voire déçus.

Le temps des entrepreneurs explore les dimensions politiques de ces transformations du capitalisme marocain : les réformes d'une action publique tournée vers le marché et l'entreprise mais aussi leurs accrochages à la construction de causes publiques prises en charge par des chefs d'entreprise. Il se penche dans ce contexte sur les politiques de «l'entrepreneur» : celles qui s'adressent aux chefs d'entreprise, comme celles qui sont menées derrière l'étendard de «l'entrepreneur».

Quelles furent les conséquences de ce changement de paradigme des politiques écono-

miques sur les rapports de pouvoir, les techniques de gouvernement et les logiques de la compétition politique ? Comment le régime marocain se transforme-t-il dans cette période de turbulences, d'ajustement aux canons des agences de développement internationales et d'adaptation aux contraintes économiques ?

Considérant tour à tour deux arènes, celle de l'action publique proprement dite et des privatisations et celle de jeux plus directement politiques, où se produisent des transformations notables du politique, le présent ouvrage montre comment, durant cette période, des opérateurs économiques, généralement réputés politiquement apathiques, sous tutelle ou démobilisés, ont pris la parole, se sont organisés en lobby, ou

encore, en endossant l'habit de «l'entrepreneur», se sont lancés dans l'aventure partisane. ■

Myriam Catusse est chargée de recherche au CNRS en science politique. De 1996 à 1999 allocataire de recherche à l'Institut de recherche sur le Maghreb contemporain, devenu Centre d'études en sciences humaines et sociales Jacques Berque, à Rabat, de 2000 à 2006 chercheur à l'Institut de recherches et d'études sur le monde arabe et musulman d'Aix en Provence, elle est actuellement en poste à l'Institut français du Proche-Orient à Beyrouth.

Parmi ses publications, on citera sous sa codirection *Scènes et coulisses de l'élection au Maroc, Les législatives de 2002* (Karthala, 2004).